

## COMPTE RENDU NON THÉMATIQUE



LOLIVE Jacques et Olivier SOUBEYRAN (dir.), 2007, *L'émergence des cosmopolitiques*. Paris, Éditions La Découverte, 382 p. (Louis Guay)

D'où vient que l'idée de cosmopolitique, au singulier ou au pluriel, refait surface ? Les auteurs en attribuent la paternité à Kant, mais ses racines historiques sont certes plus profondes. Cosmopolitique se réfère à un monde commun, qui, tout en acceptant des mondes sociaux particuliers, pose la question de la communauté humaine universelle. Les Lumières ont annoncé cette recherche dans le but d'établir les bases d'une paix universelle, transcendant les particularismes et les conflits locaux et régionaux ; le monde contemporain l'a fait évoluer dans une direction nouvelle. Les problèmes d'environnement, de locaux à globaux, ont forcé à repenser les rapports humains à la nature et le monde commun au sein duquel l'humanité évolue.

L'ouvrage s'ouvre par une longue introduction qui met en place les pièces de l'échiquier. Puis, deux des auteurs qui se sont le plus interrogés sur le sens à donner à la cosmopolitique actuelle, Isabelle Stengers et Bruno Latour, précisent leurs idées. On voit des différences importantes entre eux, mais pas assez pour ne pas remarquer une profonde communauté de pensée. Si Latour est plus sensible à la place des choses et de la nature comme problème central de la cosmopolitique actuelle, Stengers s'interroge sur la place et le rôle de la connaissance scientifique dans la construction de cette cosmopolitique. Si Latour croit que la nature parle dans ce parlement des choses qu'il souhaite à travers les scientifiques et les sciences, Stengers est plus incertaine et se demande pourquoi ils seraient les seuls à pouvoir en parler avec compétence et autorité. Non pas qu'elle cherche à mettre de côté cette connaissance, qui, seule, sur de très nombreux sujets, est la voie la plus sûre pour comprendre comment se comporte la nature (pensons aux changements climatiques), mais elle se demande si on doit réserver cette autorité de parole aux seuls experts qui risquent fort bien de jouer une symphonie mal accordée étant donné les nombreuses spécialités, méthodes et controverses scientifiques.

Il n'est pas possible de rendre justice à chaque contribution et à tous les auteurs. Une sélection est nécessaire. Joly et Marris tirent des enseignements cosmopolitiques de la controverse sur les organismes génétiquement modifiés en France en relatant une expérience d'évaluation participative que l'INRA français a accepté de patronner. Les auteurs ont mené les consultations selon les méthodes les plus éprouvées et se sont assurés d'une diversité de participants et de points de vue, à défaut d'une représentativité absolue que ces processus de débats délibératifs ne peuvent satisfaire. Ils sont conscients que l'évaluation participative n'est pas décisionnelle; ils reconnaissent, toutefois, qu'elle a influé sur les décisions de l'organisme.

Plusieurs contributions portent sur l'aménagement du territoire, l'espace et la géographie. L'aménagement des territoires apparaît en crise, en mal d'une redéfinition à la suite des problèmes et des risques environnementaux. Les études de cas et les exemples empiriques sont, cependant, trop peu nombreux pour voir l'effet de cette prise en compte. Des pistes sont ici et là explorées, mais rien de bien empiriquement appuyé. Les réflexions et les analyses critiques sont fécondes, mais il y a danger, compte tenu de la force d'inertie des administrations, qu'elles n'essaient que trop lentement vers les acteurs professionnels et décisionnels. La plupart des risques que

ceux-ci sont prêts à considérer sont ceux pour lesquels on dispose de données sûres et de méthodes de contrôle. Or, certains risques, comme ceux liés aux changements climatiques, font appel à la prudence, voire à la précaution, en contexte d'incertitude élevée. En quoi, comment et pourquoi les administrations, qui ont souvent beaucoup de mal à pratiquer une gestion intégrée et à long terme, sont-elles en train d'opérer un changement de pensée et de mode d'action ? Ce livre pourrait être suivi par un examen attentif et comparatif de ce type de virage.

Le pragmatisme est à l'ordre du jour. Dewey, après un long oubli, revient en force, bien que la tradition sociologique interactionniste américaine ne l'ait pas complètement maintenu à l'ombre. Lionel Charles montre le lien entre l'environnement et le pragmatisme, qui constitue, selon lui, «le discours de la méthode de l'environnement» (p. 283). S'il est vrai que c'est en partie sous l'aile du pragmatisme que la question de l'environnement est apparue aux États-Unis et, dans une moindre mesure, au Canada, il faut toutefois admettre que, dès ses tout débuts, l'environnementalisme est composé de plusieurs philosophies et de modes d'action, comme la technocratie et le spiritualisme, dont on peut douter qu'ils se réclament ouvertement du pragmatisme.

Une des rares études empiriques expose les effets inattendus d'une décision territoriale qui vise à réintroduire l'ours dans les Pyrénées. Cette étude montre que les bonnes intentions écologiques peuvent se buter à des réalités sociales complexes et que l'appel à la protection de la biodiversité ne passe pas toujours facilement localement. Laurent Mermet décrit comment les acteurs s'organisent et défendent une conception particulière de l'environnement et leurs propres intérêts. L'enjeu peut dépasser les visées nobles et devenir un problème épineux dont on arrive mal à se sortir. Les cosmopolitiques se fondent sur des processus controversés dont les solutions sont souvent longues à venir.

L'environnement, comme les sciences d'ailleurs, est au cœur de la définition d'une cosmopolitique du vingt-et-unième siècle. Il a fallu près de cent ans au mouvement environnemental pour le faire accepter. Mais l'ouvrage, malgré la richesse de ses discussions, me semble parfois une fuite vers l'abstraction. L'aménagement du territoire, la politique environnementale sont des réalités bien concrètes : des décisions sont régulièrement prises, d'autres suivront. Pour évaluer la fécondité des explorations cosmopolitiques, il faudrait pouvoir s'appuyer sur des cas et des pratiques exemplaires faisant la preuve qu'une cosmopolitique environnementale est à l'œuvre. Il manque, de plus, la contribution d'autres spécialistes des sciences sociales pour qui les cosmopolitiques ont un sens assez concret. Pensons aux spécialistes des relations internationales en environnement, d'allégeance constructivistes et néo-institutionnalistes qui suivent de très près la diffusion des normes environnementales et les négociations sur l'avenir de la Terre. Enfin, d'autres dimensions sont absentes de l'ouvrage : si la cosmopolitique est d'abord et avant tout un processus politique, en parallèle, en haut comme en bas, s'organise un monde commun animé par la culture et, bien sûr, par l'économie. Il faut se demander comment, en plus des choses, il faut, dans une «cosmosociologie» complète, intégrer les deux autres mondes, dont les logiques diffèrent de la logique politique, mais qui participent, à leur manière, à la construction d'un monde commun.

*Louis Guay*  
*Département de sociologie*  
*Université Laval, Québec (Québec), Canada*